

Compte-rendu de la conférence EIFR du 27 juin 2018

Régulation responsable et finance durable

Introduction Benoit de la Chapelle

Il souligne l'importance de se mettre collectivement d'accord sur les enjeux. Il y a aujourd'hui une fenêtre d'opportunités réglementaires à saisir sur ces questions de durabilité, mais déplore l'opacité du Comité de Bâle et ses problèmes de gouvernance.

Edouard-François de Lencquesaing

La gouvernance de la régulation est au cœur de la mission de l'EIFR

La durabilité est considérée à trois niveaux :

- au niveau des acteurs qui doivent assurer leur pérennité, soulignant que dans le secteur financier le coût des capitaux propres est devenu supérieur à leur rentabilité.
- au niveau de l'économie réelle via le financement.
- celui de la planète à travers la régulation de l'investissement financier.

La finance doit être au service du développement durable et de projets innovants.

Baptiste Perissin-Fabert

Baptiste Perissin-Fabert représente Brune Poirson qui n'a pu se joindre à la conférence mais s'est exprimée à travers une vidéo.

La finance durable ne doit pas être une niche et il faut un passage à l'échelle de Mds à Milliers de Mds. L'accord de Paris a été structurant avec une prise de conscience par les acteurs. L'inaction a un coût et il faut rediriger les investissements, désinvestir des actifs charbons, carbonés. Pour cela besoin d'intervention publique afin de connecter l'épargne aux projets de développement durable. Le gouvernement soutient le plan d'action européenne et sa traduction dans la réglementation prudentielle, ainsi que les innovations financières comme les green bonds et les garanties publiques sur financements privés.

Michel Prada

Comment optimiser le rapport entre un marché libre, base de notre économie et un marché régulé ? trois séries de remarques

- Mouvement puissant aujourd'hui autour de l'ESG, d'amélioration de la gouvernance, qui est positif.
- Risques cependant que ce soit seulement un instrument de communication (confer les labels) voire de manipulation, en citant les exemples Enron, Carillon, VW, et qu'elle soit la dictature d'un politiquement correct.
- Responsabilité de la puissance publique, avec une multiplication des dispositifs normatifs. Donner un prix aux externalités négatives pose un problème de chiffrage, comme le montre le prix du carbone. Les normes comptables ne sont pas là pour traiter des problèmes d'arbitrage entre court terme et long terme. On a vu sur Eurotunnel que l'équilibre du plan de financement était vital.

Florence Saliba

L'AFTE et les entreprises sont favorables à l'ESG, les énergéticiens étant plus orientés sur le green et les entreprises de services sur le social. Mais il ne faut pas trop de réglementation. Les green bonds sont destinées aux financements de capex, pour les secteurs utility, bâtiment, énergie, et donc rester un compartiment du marché obligataire, sauf si on veut développer le métier des consultants. Danone peut émettre une obligation en trois jours alors que pour des sustainable, green bonds il faut plusieurs mois, ce qui pose un problème de liquidité. Elle s'étonne que les obligations non vertes soient définies comme brown.

Xavier Girre

EDF est un important émetteur avec 50 Mds de dette obligataire émise et également un important investisseur avec 28 Mds d'actifs dédiés. Les green bonds sont un enjeu essentiel mais restent à un niveau modeste avec 4,5 Mds d'encours. S'il n'y a pas d'avantages en termes de prix elles permettent de segmenter les investisseurs. EDF a aussi émis des samurai green en yens avec une maturité plus longue. Le marché porte beaucoup cette tendance (green supporting factors) mais il y a encore de la confusion dans les projets et les initiatives.

Antoine Sire

Il dirige le département Engagement d'entreprise créé chez BNP Paribas. L'engagement développe une construction plus forte avec les clients et la finance ne doit pas être neutre, son engagement répond à une attente de la société. BNP Paribas a intégré 17 objectifs de développement durable et a 135 Mds de financement dans le secteur ODD, avec un objectif de 185 Mds en 2020. Il s'agit de de financement de business ayant un impact positif, par exemple financement d'une plantation d'hévéa durable en Malaisie.

Il estime cependant que la régulation est allée trop loin, que les salariés y passent beaucoup de temps et que « le garage est plein ». Les obligations administratives doivent être stimulantes,

les green supporting factors ne doivent pas être une source de contraintes supplémentaire. Il faut donner du sens mais sans pénaliser le brown.

Laurent Clamarigand

Avec les charges en capital supplémentaires liées à la réglementation il n'y a pas d'intérêt à investir dans les banques, et AXA développe des flux avec les banques anglo-saxonnes. Exemple d'IFRS 9 qui va réduire les investissements en actions pour réduire la volatilité. La réglementation est trop contraignante pour les gros assureurs avec une charge en capital de 39% pour les actions au lieu de 22%. Le coût du capital est trop élevé.

Le green est générationnel et AXA est rentré dans le sujet lors du climate finance Day. AXA fait preuve de cohérence en se désinvestissant du secteur du charbon tout en retirant l'assurance du secteur. AXA est actif au sein du TFCD et du HLG, l'article 173 est positif et la régulation peut aider les investisseurs. Il voit ainsi que les fonds britanniques et américains sont peut actifs dans l'ESG. Il estime qu'il faut des actions collectives et ne pas oublier les pays en voie de développement confrontés à des problèmes de démographie, d'accès à l'eau. Il déplore que les financements d'infrastructure dans ces pays aient une charge en capital additionnelles.

Michael Schmidt

Le défi est d'apporter une réponse coordonnée des différents pays d'Europe.

Trois points évoqués :

- Besoin de finance responsable et de regulation financière, de changement dans l'économie réelle. Les Gouvernements doivent accompagner ce mouvement, l'encourager.
- Investissement dans l'ESG de la part des fonds.
- Importance des data et de leur diffusion.

Il constate une certaine réticence en Allemagne sur ce sujet, notamment sur le charbon, comparable à ce que nous avons en France sur le nucléaire

Martin Spolc

Il y a aujourd'hui un bon momentum pour la finance durable

Trois points soulignés :

- Importance du projet européen avec le travail du HLG et la mobilisation du secteur financier.
- Facteur positif dans la finance qui permet de tourner la page de la crise financière, c'est un élément de la solution.

-Traitement rapide du sujet par la Commission, avec la publication du rapport du HLG en janvier et la mise en œuvre du plan d'action 5 mois plus tard.

L'enjeu est de réallouer les flux de capitaux vers les actifs durables

Un nouveau groupe de travail a été formé (HLG 2) qui comprend 35 membres. **Florence Saliba** regrette cependant que les entreprises y soient sous représentées par rapport aux investisseurs.

Baptiste Perissin-Fabert conclut sur le nécessaire développement de l'économie circulaire et évoque l'absence de prix sur la rareté des ressources.